

*La Division des Affaires étrangères  
du Département politique aux Légations de Suisse*

Copie  
RP N° 14

Berne, 12 avril 1921

[...]¹

### Hongrie

La France officielle nie toute connivence avec l'équipée de Charles IV. Il nous revient que les maréchaux seraient sympathiques à la restauration des Habsbourg en Hongrie et que le maréchal Foch se serait déclaré fort de faire accepter un fait accompli par le Gouvernement. Un des adversaires irréductibles des Habsbourg serait M. Loucheur et M. Dunant nous écrit qu'aussi longtemps que M. Berthelot dirigera en fait la politique extérieure française, il n'y aura rien de changé.<sup>2</sup> Le Ministre de Hongrie à Vienne a remis, dimanche soir, à M. Bourcart une note ainsi conçue:

«Ich bin beauftragt, Euer Excellenz den tiefen und formellen Dank der königlich ungarischen Regierung zum Ausdruck zu bringen für jene Zuvorkommenheit, welche die schweizerische Regierung an den Tag gelegt hat, indem sie seiner Majestät König Karl aller höchst, welcher gemäss dem in Geltung stehenden ungarischen Gesetz und angesichts der allgemeinen europäischen Lage, die königliche Gewalt auszuüben nicht in der Lage ist, die Rückkehr auf Schweizergebiet bewilligt und gesichert hat. Die ungarische Regierung wäre zu Dank verpflichtet, wenn die Frage des ständigen Aufenthalts seiner apostolischen Majestät in der Schweiz bald möglichst eine günstige Erledigung fände. Genehmigen...etc... (sig) Masirevich.»<sup>3</sup>

Ainsi, tandis qu'en Autriche une loi, du 3 avril 1919, a déclaré la maison des Habsbourg-Lorraine déchue de tous ses droits de souveraineté et prérogatives, la Hongrie reconnaît aujourd'hui formellement Charles IV comme roi Apostolique, ce qui est conforme à son droit constitutionnel et modifie sa situation au point de vue du droit international, vu que, jusqu'à présent, on avait soigneusement évité

1. Ont été supprimés des passages sur la situation en Roumanie, au Portugal, en Russie, en Yougoslavie, en Italie et en Allemagne.

2. Pour d'autres considérations sur l'équipée de l'ex-empereur, cf. le rapport du Ministre de Suisse à Vienne, Bourcart, du 5 avril 1921. (E 2201 (B) 3/48) et surtout le rapport n° 17 du 6 mai 1921 envoyé par le Département politique aux Légations de Suisse à l'étranger (E 2001 (D) c 1/2).

3. Le texte de cette note a été télégraphié à Berne le 10 avril 1921 à 14 h 50, (E 2001 (B) 3/48). Le Conseil fédéral en est informé par Motta dans sa séance du 11 avril 1921 (E 1005 2/1). Sur les implications de cette note du gouvernement hongrois pour la politique du gouvernement suisse à l'égard de l'ex-empereur, cf. «Notes sur la question de savoir si Charles de Habsbourg a droit actuellement en Suisse au bénéfice de l'exterritorialité» du 16 avril 1921 E 2001 (B) 3/49.

14 AVRIL 1921

197

de parler de la personne du souverain. Le Conseil fédéral n'a pas encore pris de décision.

En ce qui concerne l'attitude de la France dans cette affaire, il convient de rappeler qu'en été 1920, M. Peretti della Rocca, directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, avait fait savoir à l'hôte de Prangins que le Gouvernement français n'était alors nullement hostile à sa restauration en Hongrie ni même tout-à-fait en Autriche; qu'il n'avait qu'à attendre son heure et que le moment pourrait venir où on le prierait même de remonter d'urgence sur son trône. En été 1920, la Pologne cédait devant l'avalanche russe et menaçait de s'effondrer. Les Tchéco-Slovaques disaient: «Nous sommes les amis de la France, mais pas les ennemis de la Russie.» On ne savait que trop qu'ils risquaient de passer, au premier contact, à l'armée victorieuse. D'un moment à l'autre, la Hongrie pouvait donc être appelée à reprendre son rôle séculaire de boulevard de l'Europe.

Au récent Conseil des Ministres, tenu à Rambouillet, au moment du coup d'Etat, il fut décidé, dit-on, sous pression de MM. Millerand, Barthou et Briand et malgré l'opposition de MM. Loucheur, Maginot et Marraud, de rappeler pour la forme le veto de l'Entente, mais de ne mobiliser aucun soldat contre la Hongrie carliste et d'empêcher la Petite-Entente de déclencher un conflit armé(?).

Il paraît que les Allemands ont dépensé jusqu'ici, pour leur propagande en faveur de l'union de l'Autriche à l'Allemagne, 660 000 000 M et qu'ils soutiennent à grands frais les organisations «Move» en Hongrie, qui intriguent, comme vous le savez déjà, contre le Gouvernement Horthy et font de la propagande pan-germaniste. Cette double activité est dirigée nettement contre les Habsbourg; c'est pour cela que les nouvelles d'Allemagne sont fortement sujettes à caution.

[...] <sup>4</sup>

---

4. Ont été supprimés des passages sur la situation en Roumanie, au Portugal, en Russie, en Yougoslavie, en Italie et en Allemagne.